



Les changements dans les fonctions familiales

Le texte qui suit date de 1954.

Il est publié en hommage à Jean Stoetzel, décédé le 21 février 1987

LES sociétés changent. C'est-à-dire que les institutions changent. (...) Mais les institutions ne sont pas seulement de l'ordre des phénomènes : elles incorporent en même temps des valeurs. C'est pourquoi les changements dans les institutions produisent des anxiétés. Les hommes toutefois tentent de surmonter les anxiétés que leur causent les changements des institutions, soit en niant ces changements, soit en les considérant comme des améliorations, comme des progrès, soit même, par une rationalisation assez étrange, en se persuadant que ces changements sont circulaires, ou pendulaires, qu'ils ramènent à leurs points de départ. (...)

Mais d'abord la famille a-t-elle tellement changé en France? En bravant le risque de nous attarder à des évidences, il faut dire que, depuis plus d'un millénaire, l'essentiel de la structure qui caractérise l'institution familiale occidentale est resté inaltéré : la parenté reste bilatérale, l'organisation matrimoniale reste monogamique, le groupe familial est toujours composé du couple marié et de leurs jeunes enfants. (...)

De plus en plus souvent est exact le tableau d'une famille où le père et la mère travaillent à l'extérieur, dont les enfants sont absents pendant la journée. (...) Beaucoup de fonctions traditionnelles ont régressé : fonctions économiques, de production et de consommation ; fonctions religieuses, éducatives, protectrices, sanitaires. Si la mortalité a beaucoup baissé, la natalité, après des fluctuations récentes, s'établira à un niveau bien inférieur à celui qu'on garde dans l'esprit comme caractérisant la famille française traditionnelle. Le divorce est apparu, et s'accroît. Enfin, il est remarquable que la continuité entre les familles diminue : les enfants organisent de plus en plus souvent leur

propre mariage, indépendamment de la famille dont ils sont issus, et les liens, sans être rompus avec les familles de leurs parents — surtout les liens de sentiment — cependant tendent à s'affaiblir.

Alarmes

Ceux pour qui les formes traditionnelles — conventionnalisées ou authentiques — de structures sociales et de comportements sont des valeurs, ont conçu de vives alarmes quand ils ont remarqué ces changements dans la famille. Les plus entreprenants d'entre eux ont mobilisé les sentiments et les intérêts, déclenchant des propagandes, organisant des associations de défense (c'est-à-dire, en termes de sociologie politique, des groupes de pression), faisant taire ou déconsidérant les réfractaires et les mal pensants qui, au surplus, s'étaient placés sur le même terrain qu'eux, c'est-à-dire sur celui des valeurs. Ils considèrent avec satisfaction les nombreuses mesures légales qui ont modifié dans la nation le statut juridique et surtout économique des familles comme groupes de personnes.

De telles mesures constituent des éléments nouveaux de la vie sociale française. Non seulement elles manifestent la puissance de certains groupements porteurs d'idéologies précises et, plus encore, la convergence, en des domaines limités, d'intérêts par ailleurs très divergents et même en état de conflit ouvert ; mais encore elles ne manqueront pas d'avoir des conséquences sur les modes de vie, les institutions et les valeurs sociales elles-mêmes. Cependant elles ne rétabliront point la famille française dans ses modes de fonctionnement traditionnels, à plus forte raison, elles ne rapprocheront point les comportements familiaux de l'idéal conçu par les moralistes. (...)

JEAN STOETZEL (1910-1987)

Né à Saint-Dié, Jean Stoetzel fut élève de l'École normale supérieure. Après l'agrégation de philosophie, il fit, comme Raymond Aron en Allemagne, un voyage aux États-Unis. Il y rencontra George Gallup, qui ne voulut pas lui révéler la technique qu'il utilisait, lui disant : « Vous saurez bien la trouver, faites-le. »

De retour en France, Jean Stoetzel organise les premiers sondages d'opinion, portant notamment sur l'accueil réservé aux accords de Munich (1938), fonde l'IFOP, Institut français d'opinion publique (1939), et consacre sa thèse à la « Théorie des opinions » (1943). Pendant l'Occupation, il participe à l'introduction de la pratique des sondages dans le secteur public, en qualité de consultant au « Service national des statistiques » (SNS), et comme chef du « Service de sondages et statistiques » de la « Fondation Carrel ».

A la création de l'INED, il dirige quelque temps la section de psychologie sociale*, mais préfère consacrer sa carrière à l'Université, à Bordeaux d'abord (1945-1955), à la Sorbonne ensuite

(1955-1979). Tandis que son adjoint, Alain Girard, poursuit son œuvre à l'INED, Jean Stoetzel fonde la « Revue française de sociologie » et devient le maître écouté de générations d'étudiants en sociologie et psychologie.

Soucieux des questions de communication et d'épistémologie, se demandant sans cesse ce qu'était cette mystérieuse « opinion » qu'il avait mise en lumière, prudent dans l'interprétation des sondages, inquiet devant leur prolifération, Jean Stoetzel fut aussi très audacieux dans les sujets soumis au public, allant dans ses dernières enquêtes jusqu'à des questions d'ordre métaphysique, Dieu, la mort, la religion. Ouvert aux cultures les plus exotiques, curieux de tout, cultivant volontiers le paradoxe, il était, disait-il, « intolérant vis-à-vis de lui-même ».

M. L.

(*) Voir à ce sujet « L'Institut national d'études démographiques. Histoire et développement », par Alain Girard, INED, 1986.

Identité

La fonction reproductrice de la famille apparaît comme très importante, mais en réalité, la fonction la plus importante, la fonction véritablement centrale de la famille, dans toute société, n'est pas tant de mettre au monde des enfants que de donner le jour à des enfants légitimes, en vue de fixer, sans aucune ambiguïté, pour le corps social, l'identité de chaque individu qui y est admis par sa naissance. On se représente mal, en général, combien il est essentiel pour toute société de pouvoir définir, avec une précision absolue, l'identité de chacun de ses membres. Les droits et privilèges de chacun, ses charges et ses obligations, la manière dont on doit le traiter et ce qu'on peut légitimement attendre de lui, dépendent de ce qu'il est. D'autres institutions peuvent partager la responsabilité d'assigner leurs statuts aux individus, notamment par les divers rites d'initiations et les cérémonies de passage, par les examens, les nominations, les promotions. Mais c'est communément la famille, quelle qu'en soit la structure et de quelque manière qu'y soit définie la parenté, sur quoi repose, pour l'identification sociale d'un individu, la première et la plus importante responsabilité. De là vient, dans une société paternelle, l'extrême utilité sociologique de la règle *pater is est*, et, corrélativement, la nécessité de définir rigoureusement le mariage.

Or il semble bien que cette fonction de la famille régresse dans notre société. Sans doute l'identification généalogique conserve-t-elle toute sa valeur aux yeux de la loi et de l'administration. Mais, dans les relations so-

ciales de fait, le statut d'un individu tend à dépendre de plus en plus de ce qu'il fait et de ce qu'il a, de moins en moins de ce qu'il est ; de ses aptitudes et de ses possessions, bien plus que de ses origines familiales. (...)

L'État-providence

Une véritable révolution dans la perspective psychologique se produit dans la culture occidentale : à la famille protectrice se substitue de plus en plus le groupe social, ou l'État protecteur, non seulement dans les faits, mais dans les attitudes. Là où, dans la société traditionnelle, l'individu se serait tourné vers la famille, il se tourne, légitimement, lui paraît-il, vers l'État. L'État n'est pas seulement l'institution qui régleme, mais celle qui pourvoit. L'État assume de plus en plus l'image psychologique du père : non seulement les individus reconnaissent leur dépendance à son égard, mais encore ils lui adressent leurs exigences. Nous ne nous demanderons naturellement pas si ce qui se passe ici est bon ou mauvais, légitime ou illégitime. Nous n'avons même pas, dans le cadre de la présente analyse, à rechercher les causes de cette situation. L'important, c'est de reconnaître ce déplacement de la fonction de protection(...).

Conclusion

On voit donc comment la famille subsiste en tant qu'institution fort importante, exerçant des fonctions essentielles pour la société et pour les individus. Mais elle a subi, depuis environ un siècle, des changements de grande conséquence, répercussion de modifications beaucoup plus générales qui se sont produites dans la société

occidentale, notamment après l'introduction de conditions toutes nouvelles de la production, accompagnées d'un remaniement des idées sociales et politiques. Au moment où ces modifications se sont produites, la famille comme institution intégrante de la société occidentale s'est trouvée en porte-à-faux, fonctionnant hors phase par rapport à la nouvelle culture. Cette désharmonie n'a pas échappé à de nombreux penseurs, doctrinaires idéologues, littérateurs, réformateurs sociaux. Ils ont pensé que la famille était en danger, presque condamnée ; certains pour s'en réjouir et demander qu'on hâte sa fin, d'autres pour pousser des cris d'alarme, pour implorer des mesures de sauvetage. Ces doctrines divergentes n'ont plus aucune actualité aujourd'hui : car notre société, dans son ensemble, a résisté à l'impact de la révolution industrielle et, singulièrement, la famille s'est adaptée à la situation générale nouvelle. (...) Mais il est incontestable aussi qu'elle ne correspond plus à l'image que nous en apporte encore la tradition.

Il serait cependant intéressant d'étudier encore

cette image. Puisqu'elle persiste, c'est qu'elle n'a pas perdu toute efficacité sociale. Elle continue à pénétrer les esprits, au moins comme un symbole. On verrait sans doute qu'elle joue d'abord, pour certains, le rôle d'un drapeau, elle est le point de ralliement de certaines idéologies. Elle est, d'autre part, dans une société où les privilèges économiques et politiques se multiplient, une base de départ commode, pour assurer à certains milieux et certaines classes, qui ont pris du retard dans la lutte sociale, des avantages qu'on n'osera pas leur contester. La famille traditionnelle n'est donc pas, comme on pourrait le croire, une simple survivance, elle est un cheval de bataille. Mais c'est le sort de toutes les grandes institutions sociologiques de faire exister, côte à côte, une réalité qui fonctionne matériellement et une image stéréotypée qui, sur d'autres plans, n'est pas moins efficace qu'elle.

Jean STOETZEL

dans « Renouveau des idées sur la famille », sous la direction de Robert Prigent, *Travaux et Documents*, cahier n° 18, INED, 1954. Pages 343-369.

(Intertitres et coupures de *Population et sociétés*.)

Deux autres disparitions

Il n'est pas habituel que Population et Sociétés se transforme en bulletin nécrologique. Mais le décès, à quelques jours d'intervalle, de plusieurs « penseurs du long terme », à la grande influence, conduit à un triple hommage qu'on voudrait porteur d'avenir, comme le furent ces trois auteurs. Jean Stoetzel fut le plus proche de l'INED, participant longtemps à ses instances dirigeantes. Bertrand de Jouvenel, le plus connu du public, ne fit que côtoyer la démographie, mais l'inventeur des « Futuribles » ne pouvait ni rester indifférent à l'avenir inscrit dans les registres de naissances, ni laisser indifférent le moindre auteur de perspectives démographiques. Quant à Rafaël Salas, son œuvre fut plus politique que scientifique ; mais il a fortement marqué la connaissance et l'évolution des populations du monde en développement.

De sensibles désaccords auraient certainement opposé ces auteurs. Puissent cependant les textes publiés ici, choisis au voisinage des préoccupations habituelles de ce bulletin, témoigner que l'étude des humains n'est pas incompatible avec l'amour de l'humanité.

Michel Louis LEVY

Les erreurs de prévision

Un exemple concret fera sentir quels progrès nous avons faits depuis le XVIII^e siècle dans la connaissance du passé. Voilà deux siècles et demi, Montesquieu soulevait la question : « Comment le monde est-il si peu peuplé en comparaison de ce qu'il était autrefois (1) ? » Il précisait : « Après un calcul aussi exact qu'il peut l'être dans ces sortes de choses, j'ai trouvé qu'il y a à peine sur la terre la dixième partie des hommes qui y étaient dans les anciens temps. Ce qu'il y a d'étonnant, c'est qu'elle se dépeuple tous les jours ; et si cela continue, dans dix siècles elle ne sera qu'un désert (1). »

(1) *Lettres persanes* (1721), lettre 112.

La question occupait tellement Montesquieu que les dix *Lettres* suivantes sont consacrées à fournir différentes explications du fait, constituant une sorte de « sociologie de la dépopulation », dont le ton jure avec le reste du livre (2).

Montesquieu se trompait quant à la tendance de son époque : c'est une mauvaise connaissance du passé, pour lui récent, qui lui faisait dire : « (la terre) se dépeuple tous les jours ». Et nous ne pourrions aujourd'hui commettre sur les développements pour nous récents l'erreur qu'il a commise

(2) *Lettres* 112 à 122. L'importance qu'il attachait au sujet se marque dans l'homogénéité des dix lettres successives, sans équivalent dans le reste du livre. On sait qu'il a repris le thème dans le livre 22 de *l'Esprit des lois*.

sur les siens. Mais aussi nous avons de meilleures estimations de la population « dans les anciens temps ». Il entendait manifestement la civilisation gréco-romaine. La population de l'Europe à la mort d'Auguste était, non pas dix fois aussi forte, mais nettement moindre qu'au temps de Montesquieu (3).

★

Trouvez une cause qui continuera d'agir, attribuez-lui un effet néces-

(3) Il faut faire honneur à David Hume d'une réfutation de l'opinion de Montesquieu, dans l'essai *On the Populousness of Ancient Nations*. Cet essai comporte une « chute » amusante, Hume citant un passage de Diodore de Sicile où celui-ci émet la même plainte que Montesquieu.

saire ; formulez alors une proposition au futur sur le développement de cet effet, voilà une méthode de prédiction très saine dans son principe. Mais l'application en peut être bien vicieuse, témoin ce texte de Rousseau, daté de 1760 :

« Il est, par exemple, très aisé de prévoir que dans vingt ans d'ici, l'Angleterre, avec toute sa gloire, sera ruinée, et de plus aura perdu le reste de sa liberté. Tout le monde assure que l'agriculture fleurit dans cette île ; et moi je parie qu'elle y dépérit. Londres s'agrandit tous les jours ; donc, le royaume se dépeuple. »

La première proposition est vraie,

la seconde fausse. Au contraire, la période désignée par Rousseau a été marquée par une accélération dans le croît de la population (4), accélération qui allait s'accroître au siècle suivant. La relation affirmée par Rousseau entre l'agrandissement de Londres et le dépeuplement du royaume est entièrement démentie au XIX^e siècle pour lequel nous possédons des statistiques sûres. Rousseau a joué de malheur en prédisant le dépeuplement alors justement que la population de l'Angleterre prenait un essor précipité.

Apprenons par les erreurs des grands hommes (...).

Les rapports de causalité dans l'ordre social ne sont ni clairs ni simples. Quel historien affirme que le développement passé de tel phénomène est imputable à telle cause nettement identifiée ? Et pour un qui montre une telle assurance, combien de contradicteurs parmi ses pairs ? Qu'il y ait de la subjectivité dans le choix des explications du passé, il n'est guère possible d'en douter ; et c'est un rapport de causalité « préféré » qui sert à prédire.

Bertrand de JOUVENEL
« L'Art de la conjecture »
(Futuribles, 2^e édition, 1972),
p. 26 et 27, p. 92 et 93, p. 95.

RAFAËL M. SALAS (1928-1987)

Après d'importants postes de responsabilité aux Philippines, dans le secteur privé comme directeur de journal, puis dans le secteur public comme vice-président de l'université d'État, et finalement comme secrétaire exécutif du gouvernement, où il fut associé à la « révolution verte », Rafaël Salas fut chargé, en 1969, de la création du programme des Nations Unies qui allait devenir le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP). Nommé secrétaire général adjoint des Nations Unies en 1973, il ponctua la progression continue de l'importance des programmes du Fonds par la tenue de deux conférences mondiales sur la population, à Bucarest en 1974, à Mexico en 1984. (Cf. Population et Sociétés, n° 73, octobre 1974 et n° 184, octobre 1984.)

Développement et planification familiale

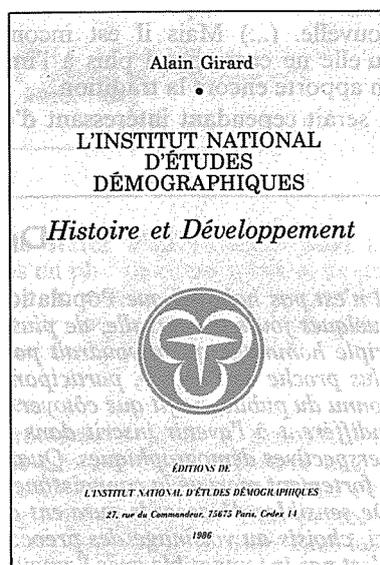
Durant les milliers d'années où l'homme a existé sur la planète, le seul moyen sûr de survivre aux calamités naturelles, aux maladies et accidents, a été de se reproduire en grand nombre. Cette nécessité biologique s'est inscrite dans les institutions, les religions, les coutumes, les habitudes de l'homme. Toutefois, au fur et à mesure que l'homme croissait en savoir et acquérait une plus grande maîtrise de son environnement, grâce à la science, la faculté de se reproduire en grand nombre et de prolonger la vie a aussi augmenté. (...)

Le besoin biologique humain de se reproduire, qui était jadis encouragé, doit maintenant être freiné rationnellement. A présent l'idéal doit être d'arriver au nombre qui correspond aux limites des ressources existantes, pour permettre à chaque être humain de se développer jusqu'à complète maturité. La morale n'est pas de diminuer le nombre, mais d'atteindre à un équilibre.

Dans l'ensemble, deux écoles dominent la discussion sur la population. L'une pense que le planning familial à l'intérieur des services de santé de la mère et de l'enfant est essentiel si l'on veut arriver à réduire le fort taux de fécondité. L'autre prétend que des programmes de développement à eux seuls, par les effets qu'ils auront sur les structures économiques et politiques des pays, « régleront » le problème démographique. (...)

Rhétorique et compréhension

Il existe un problème persistant de langage dans les affaires de population. Certains pays qui contestent « le planning familial », ont de fait des services pour réduire la fécondité qui vont bien plus loin que ceux d'autres pays qui viennent juste d'adopter des programmes officiels sous cette étiquette. Il y a confusion parce que ceux qui s'opposent au « planning familial » utilisent d'autres termes tels que « contrôle des naissances », « espacement des naissances », « services de santé de la famille », « parenté responsable »



VIENT DE PARAÎTRE
Diffusion INED-Prix 75 F

ou « services d'aide à la mère et l'enfant ». Puisque leur opposition ne repose pas sur la réalité pratique qui est identique, il doit s'agir évidemment d'implications idéologiques ou politiques du terme « planning familial ».

Je pense que cela fait partie des devoirs du Fonds de tenter, avec l'aide des autres membres du système des Nations Unies, d'élaborer un langage technique démographique qui pourrait être accepté par tous et qui pourrait être utilisé comme instrument de communication plutôt que de confrontation.

Rafaël M. SALAS, « Population : un choix international », Pergamon Press, 1977, p. 110, 148 et 150.
Traduit de l'anglais par E. McMorran

Directeur-Gérant : Gérard Calot. — C.P. n° 1343 ADEP.
Rédacteur en chef : Michel Louis Lévy. — D.L. 2^e trim. 1987.
Edité par l'IN.E.D. : 27, rue du Commandeur, 75675 Paris,
Cedex 14. — CCP Paris 9061-56 H. — Imp. : Bayard-Presse.

Le numéro
Abonnement 1 an
Abonnement 2 ans
Abonnement 3 ans

France : F 3,80 Etranger : F 6,00
France : F 38,00 Etranger : F 60,00
France : F 70,00 Etranger : F 105,00
France : F 95,00 Etranger : F 140,00